



UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DE L'AIN

AZUREVA : 1 600 emplois menacés

Les représentants Force Ouvrière du personnel d'AZUREVA dénoncent l'absence de projets de développement et de stratégie qui menace cet acteur essentiel des vacances familiales et sociales, ainsi que ses 1 600 salariés. La mobilisation générale est décrétée par le comité d'entreprise (CE) à l'occasion du conseil d'administration qui se déroulera jeudi 23 octobre 2014 au village vacances AZUREVA du Cap-d'Agde.

Depuis le 16 septembre 2014, l'ensemble du personnel d'AZUREVA se sait menacé par le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) engagé par la direction de l'ancienne association « Vacances PTT », l'un des principaux acteurs français des vacances familiales et sociales. AZUREVA emploie chaque année **1 600 personnes** dont 395 en contrat à durée indéterminée.

Le PSE pourrait se concrétiser par la suppression de 253 de ces 395 CDI. Les autres catégories de personnel (CDD et saisonniers) seront immanquablement impactées, la volonté de la direction étant d'externaliser un maximum de fonctions à l'intérieur des **38 villages vacances** et du siège de l'association à Bourg-en-Bresse.

« L'incompétence a provoqué le gâchis »

AZUREVA est dans une situation qui a de quoi affoler les salariés et leurs représentants. Depuis 2002, les exercices déficitaires s'accumulent au point d'atteindre une fois cumulés la somme colossale de **50 millions d'euros** malgré les deux droits d'alerte déclenchés, en vain, par le CE en 2005 et 2014.

« *Comment est-il possible d'en arriver là ?* » s'interrogent les élus du personnel. A Force Ouvrière, syndicat majoritaire dans l'entreprise, plusieurs causes sont avancées : absence totale de stratégie à long terme, investissements réalisés en dépit du bon sens, marketing défaillant, standardisation acharnée du produit AZUREVA et refus de prise en compte de la spécificité de chaque centre,

fossilisation persistante des instances dirigeantes, gouvernance archaïque sclérosée...

Force Ouvrière s'interroge également sur deux points :

- Comment sera financé le plan de sauvegarde de l'emploi qui pourrait se mettre en place en février 2015 avec le traditionnel appel aux départs volontaires suivis des reclassements et enfin des **licenciements en juin 2015** ?
- Que deviendra AZUREVA qui a organisé **1 100 000 journées-vacances** en 2013 sans perdre de vue ses valeurs en faveur d'un tourisme social et familial ?

Le personnel d'AZUREVA a la ferme intention de se faire entendre **jeudi 23 novembre 2014** à l'occasion de la réunion du conseil d'administration au Cap d'Agde.

Pascale VEREL (secrétaire du CE et déléguée syndicale nationale FO) :

« Nous sommes en colère ! Le CE a initié deux droits d'alerte pour faire prendre conscience aux administrateurs que le changement était possible. Ils n'ont pas entendu et nous sommes aujourd'hui dans une situation catastrophique ».

Jean-Luc FORANT (représentant syndical FO au CE) : *« Les mesures à court terme annoncées et l'absence de projets de développement nous font craindre le pire pour l'avenir d'AZUREVA. »*

Contact presse : Pascale Verel 06 80 36 59 96 (foazureva-p.verel@orange.fr)

Mmes et MM. les représentant(e)s de la presse, le document qui suit est libre de droit. Vous pouvez l'utiliser à volonté !

